

A quoi sert encore le taux de chômage?

 mediapart.fr/journal/france/210819/quoi-sert-encore-le-taux-de-chomage

Romarc Godin, *Mediapart*, 19 août 2019

Après la publication par l'Insee la semaine passée du taux du chômage pour le deuxième trimestre 2019, le gouvernement et ses partisans se sont accordé un satisfecit appuyé. L'institut de Montrouge a annoncé le 14 août un taux de chômage moyen de 8,5 % entre avril et juin, soit 0,4 point de moins qu'il y a un an pour le même trimestre de 2018. En France métropolitaine, le taux atteint 8,2 %, soit 0,2 point de moins qu'au premier trimestre et 66 000 chômeurs de moins. Les défenseurs de la politique gouvernementale de flexibilisation du marché du travail et de baisse de son coût ont alors crié à la preuve du succès de ces mesures. La ministre de l'emploi, Muriel Pénicaud, s'est même fendue en pleins congés du gouvernement d'un communiqué pour se féliciter des résultats de « l'action résolue et cohérente du gouvernement, et notamment des transformations du code du travail, de l'apprentissage et de la formation professionnelle ». L'économiste-conseiller d'Emmanuel Macron Gilbert Cette a proclamé que désormais la France pouvait voir son taux de chômage baisser avec une croissance assez faible et qu'il fallait y voir un effet des réformes.



Emmanuel Macron et la ministre du travail Muriel Pénicaud. © Reuters

Pourtant, les choses pourraient être beaucoup moins simples qu'il n'y paraît.

L'éditorialiste d'Alternatives économiques Guillaume Duval a ainsi souligné avec justesse que la baisse du deuxième trimestre était en réalité due à un recul du taux d'activité, qui est passé de 72,2 % à 72 % de l'ensemble de la population des 15-64 ans. Autrement dit, il y a moins de chômeurs parce que de plus en plus de personnes renoncent à chercher un emploi et basculent dans l'inactivité. Voilà qui, effectivement, relativise le « succès ». Non sans raison, d'autres ont aussi mis en avant le fait qu'une baisse du chômage accompagnée d'une faible croissance est le signe inquiétant à moyen et long terme d'une dégradation de la productivité de l'économie. Certains, enfin, pouvaient

pointer la progression du « halo du chômage », autrement dit du nombre de personnes qui ne sont pas intégrées dans les statistiques du chômage parce qu'officiellement inactives mais qui cherchent néanmoins un emploi : 63 000 de plus, soit autant que la baisse officielle du nombre de demandeurs d'emploi.

Certes, on pourrait s'interroger sur une forme de mauvaise foi liée à ces contestations. Lorsque le thermomètre ne donne pas une mesure satisfaisante, on peut être tenté de le briser ou de le relativiser par d'autres types de mesures. Mais en réalité, ces contestations mettent bien en évidence le fait que le taux de chômage pourrait ne plus être le bon instrument, ou du moins ne plus être le seul, pour mesurer la réalité du marché du travail. Rappelons que ce taux mesure la proportion dans la population active du nombre de personnes sans emploi, immédiatement disponibles pour occuper un poste et qui recherchent activement un emploi. Au sens du Bureau international du travail (BIT), être « sans emploi » signifie ne pas avoir travaillé une heure par semaine. Les mutations du travail dans le contexte néolibéral tendent progressivement à rendre la réalité décrite par ce « taux de chômage » très incomplète pour évaluer tant l'activité économique que la situation sociale d'un pays.

Au reste, la question n'est pas que française. Depuis une dizaine d'années, le chômage a beaucoup baissé dans bien des pays occidentaux, notamment dans trois grandes économies : les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Pourtant, ces baisses s'expliquent moins par des performances économiques exceptionnelles, puisque, globalement, les taux de croissance sont restés plutôt modérés, que par des modifications majeures du marché du travail lui-même.

Évolution des taux de chômage dans plusieurs pays de l'OCDE. © OCDE

Le cas de l'Allemagne est de ce point de vue intéressant. En septembre 2017, une étude de l'économiste Michael Burda de l'université Humboldt de Berlin attribuait le « miracle de l'emploi » allemand à deux phénomènes : le développement du temps partiel qui a permis une réduction *de facto* du temps de travail et la modération salariale. Autrement dit : le taux de chômage a baissé parce que les travailleurs allemands ont travaillé moins pour moins cher. Entre 2008 et 2018, selon les données de l'institut IAB de Nuremberg, le volume global d'heures travaillées a ainsi progressé de 8,8 %, mais le nombre de personnes en emploi a, lui, crû de 11,7 % et le taux de chômage a, de son côté, reculé de 8,1 % à 3,5 %. Autrement dit, l'évolution du taux de chômage a donné une vision déformée de la performance globale de l'économie allemande. Pour ne rien dire de la situation sociale : avec un taux de chômage près de trois fois moins élevé, l'Allemagne affiche un taux de personnes en risque de pauvreté selon Eurostat plus fort que la France (16,1 % contre 13,7 % pour la France en 2017). Mieux même : ce taux a progressé à mesure que le chômage baissait...

Aux États-Unis, le taux de chômage a aussi reculé spectaculairement, passant de 10 % en octobre 2009 à 3,6 % actuellement. Là encore, l'apparence du plein emploi est complète. Sauf que, en regardant de plus près, on constate que le nombre d'employés de 15 à 64 ans n'a progressé en dix ans que de 1,15 million de personnes alors même que la

population des 15-24 ans a progressé de 9,1 millions d'individus ! Difficile dans ce cadre de parler comme on l'entend souvent de « plein emploi » outre-Atlantique. Autrement dit, le taux de chômage ne reflète que très imparfaitement ici aussi la performance économique et sociale du pays. Pire même, il est le reflet de la très faible croissance de la productivité américaine depuis la crise. Les exemples de ce type pourraient être multipliés. Progressivement, le taux de chômage peine de plus en plus à remplir son rôle d'outil de mesure de l'efficacité d'une économie.

Voilà trente ans, un taux de chômage bas signifiait presque à coup sûr que l'économie tournait à plein régime et pouvait ainsi créer des emplois. Il était aussi une forme de mesure du bien-être car l'emploi se traduisait par une sécurité financière accrue. La raison en était simple : l'emploi créé l'était alors à temps plein, il était protégé, et à durée indéterminée. Le taux de chômage était donc une mesure de prospérité et de bien-être. Désormais, l'emploi étant plus flexible et précaire, le taux de chômage tel que défini par le BIT n'a plus la même signification. Un travailleur à temps partiel ou qui a travaillé quelques jours peut cesser d'être statistiquement chômeur alors qu'il est toujours à la recherche d'un emploi et qu'il dispose de faibles revenus. Le plein emploi statistique ne dit alors plus forcément grand-chose de l'état de l'économie.

L'avenir d'une illusion...

C'est dans ce contexte que s'inscrit un des principaux débats qui secoue aujourd'hui la science économique autour de la « courbe de Phillips » et du taux de chômage naturel. En 1958, l'économiste néo-zélandais William Phillips avait établi à partir des données britanniques une courbe qui porte depuis son nom et qui décrit une relation inverse entre chômage et inflation. Plus le chômage est bas, plus l'inflation augmente *via* les salaires. Plus il est élevé, plus les prix tendent à rester sages. Cette courbe a connu de nombreuses interprétations, mais le consensus utilisé par les banques centrales depuis les années 1980 était que l'on devait faire un choix, en conséquence, entre l'inflation et le chômage. Or, sous l'influence des monétaristes, on a donné la priorité à la lutte contre l'inflation en cherchant par la politique monétaire à parvenir à un taux de chômage « naturel » appelé « NAIKU » (« *non-accelerating inflation rate of unemployment* »). À ce niveau (théorique) de chômage, l'inflation n'est plus censée accélérer parce que le marché du travail a trouvé son équilibre. Mais ce NAIKU n'est pas le plein emploi : pour que les deux notions coïncident, il faut, selon les économistes, réaliser des « réformes structurelles » pour permettre un fonctionnement du marché du travail parfait et donc un équilibre optimal.

Depuis quarante ans, ces deux notions sont l'*alpha* et l'*oméga* des politiques économiques et monétaires. Les réformes défendues par Emmanuel Macron n'ont pas d'autres ambitions que l'application de cette théorie. Puisque le taux de chômage français est élevé, il faut abaisser le taux d'équilibre par des réformes, ce qui revient à faire jouer davantage l'offre et la demande. D'où la flexibilisation du marché du travail qui, selon cette théorie, permettra de faire baisser le taux de chômage et, donc, en parallèle, à mesure que l'on se rapproche du taux d'équilibre, de renforcer les

revendications salariales des individus. Aussi Muriel Pénicaud peut-elle se réjouir de la baisse du taux de chômage qui serait bien une mesure du bien-être puisque l'emploi serait alors plus abondant et mieux rémunéré. Mais tout ceci est théorique. Car, dans les faits, on peine à identifier la courbe de Phillips et le NAIRU. On ne compte plus, en effet, les études sur la « mort » de la courbe de Phillips, pour la nier ou l'avancer. Une chose semble cependant certaine : l'exemple américain ou allemand laisse perplexe.

Inflation et chômage aux États-Unis. © FRED, Federal Reserve of Saint-Louis

Car, dans ces pays, le plein emploi ne s'est pas accompagné de pressions salariales fortes. Loin de là. Aux États-Unis, le taux d'inflation a reculé pendant les cinq premières années de la baisse du chômage. Il est ensuite resté très modéré. Le taux d'inflation actuel est de 1,8 % pour un taux de chômage de 3,6 %, alors même qu'en 2008 avec un taux de chômage de 4,5 %, la hausse des prix dépassait 3 %. Le phénomène est encore plus frappant en Allemagne, où on ne constate aucune accélération de l'inflation au cours des dix ans qui ont conduit le pays au plein emploi. Après une rapide envolée en 2016, la croissance des salaires réels allemands s'est stabilisée autour de 1 % et tend même à s'affaiblir. Fin 2018, le taux de chômage allemand a atteint son niveau de 1980, 3,3 %. Mais en 1980, l'inflation hors énergie et alimentation (celle donc qui peut être attribuée aux salaires) était de 5,3 % contre 1,2 % en 2018...

Lire aussi

Il faut donc se rendre à l'évidence : la courbe de Phillips a du plomb dans l'aile. On constate actuellement une anomalie inverse de celle des années 1970. À l'époque, les salaires et le chômage augmentaient de conserve. Aujourd'hui, le chômage baisse sans réelle dynamique salariale de fond. C'est peut-être parce que la mesure du plein emploi par le taux de chômage n'est plus pertinente. Le plein emploi statistique laisse en effet de nombreux travailleurs insatisfaits de leurs conditions de travail et de rémunération, sans compter ceux qui, découragés, sont formellement inactifs mais qui peuvent à tout moment revenir sur le marché du travail (le fameux « halo du chômage »). « L'armée de réserve » est donc bien là et elle pèse sur la demande d'emploi qui est, en réalité, plus élevée que ne le laisse penser le taux de chômage.

Cette illusion statistique conduit en quelque sorte à la création d'un équilibre sous-optimal. Le plein emploi n'empêche pas la concurrence entre les travailleurs et la pression sur les salaires. Et comme le travail est bon marché et abondant, les entreprises limitent leurs gains de productivité et donc leurs investissements productifs. Ce qui, en retour, obère la croissance future. Les néolibéraux défendront sans doute l'idée qu'il faut alors encore plus de réformes pour trouver le bon équilibre, mais c'est une fuite en avant très risquée. Au point que, même à la Réserve fédérale, on commence à s'interroger sur les notions de plein emploi et de NAIRU. On n'hésite plus à penser qu'il est nécessaire de stimuler l'activité, y compris avec un taux de chômage à 3,6 %... C'est du reste ce qu'a fait la BCE malgré un taux de chômage bas en Allemagne, sans créer, on l'a vu, de pression inflationniste.

Personnes dans le halo autour du chômage



Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Le halo du chômage en France. © Insee

Le taux de chômage classique ne semble donc plus réellement pertinent. Il n'est qu'un moyen très imparfait de définir l'état d'une économie et, encore plus, un bien-être social. Un plein emploi statistique acquis à coups de modération salariale, de précarisation de l'emploi et de réduction du temps rémunéré de travail est en réalité une machine à creuser les inégalités. Là encore, les exemples allemand, américain et britannique le montrent assez clairement. Il y a alors un paradoxe : plus le taux de chômage est bas, plus le risque de mécontentement social peut être important. Dans une tribune récente publiée dans *Le Monde*, la sociologue Dominique Méda rappelle que « les mauvais emplois ont un coût social » et politique. Or les réformes néolibérales font le choix du plein emploi statistique au détriment de cette qualité de l'emploi. Tout est bon, tant qu'on a un travail, même précaire, même mal payé. Et, pour enfoncer le clou, on réduit les indemnités chômage afin que cette vérité soit vérifiée. La pierre angulaire des réformes Hartz en Allemagne était précisément la réduction de la durée d'indemnisation et le renforcement de l'obligation de prendre un emploi pour les chômeurs de longue durée. C'est la voie suivie avec la réforme du chômage par le gouvernement français. Mais ce chemin est des plus dangereux. On comprend aisément pourquoi : le mécontentement ne peut que naître du contraste entre une situation présentée comme idéale, le plein emploi, et la réalité sociale vécue.

Il serait donc urgent de relativiser le taux de chômage et de cesser de le voir comme un indicateur de performance économique et de bien-être. Il est, au contraire, utile de le compléter par d'autres données : taux d'activité, salaires, mesures des inégalités, qualité

des emplois. Mais la pratique politique est bien loin d'une telle nuance. L'obsession du taux de chômage, la promesse que les délices de la prospérité accompagnent sa baisse, tout cela est, il est vrai, politiquement plus vendeur. Cela permet aussi de mieux « vendre » la poursuite des réformes néolibérales qui pourraient pourtant bien être à l'origine de l'inefficacité du taux de chômage... Il y a donc fort à parier que le gouvernement continuera à n'avoir comme objectif que la baisse de ce taux. Quel qu'en soit le risque.

Mots-clés

Derniers articles

- [Sarkozy-Kadhafi: l'enquête de la justice accable le réseau Djouhri](#) Par [Fabrice Arfi](#)
- [Médias et quartiers: Beaumont-sur-Oise, le rapport de force](#) Par [Les Collectifs La Friche Et ŒIL](#)
- [A Montpellier, Pôle emploi condamné à verser 47 000 euros à un intermittent du spectacle](#) Par [Cécile Hautefeuille \(Le D'oc\)](#)
- [Le Ceta, cheval de Troie d'une agriculture toxique aux effets dévastateurs](#) Par [Amélie Poinsot](#)
- [Urgences à l'hôpital: le nombre de services en grève a doublé depuis le début de l'été](#) Par [Rouguyata Sall](#)

Du même auteur

Multimédias

- PORTFOLIO [Portraits de Grecs: de 2015 à 2019, que sont-ils devenus?](#) Par [Amélie Poinsot](#)
- PODCAST [Comment la finance a capturé l'économie et comment la remettre à sa place](#) Par [Romaric Godin](#)
- PODCAST [La nouvelle stratégie économique du gouvernement: moins d'impôt pour moins de croissance](#) Par [Romaric Godin](#)

Aujourd'hui

- [La Une](#)
[Sarkozy-Kadhafi: l'enquête de la justice accable le réseau Djouhri](#) Par [Fabrice Arfi](#)
- [Médias et quartiers: notre vidéo en accès libre sur le rapport de force à Beaumont-sur-Oise](#) Par [Les Collectifs La Friche Et ŒIL](#)
- [L'enquête sur la mort de Zineb Redouane dépaysée](#) Par [Louise Fessard](#)
- [A quoi sert encore le taux de chômage?](#) Par [Romaric Godin](#)
- [Le Ceta, cheval de Troie d'une agriculture toxique aux effets dévastateurs](#) Par [Amélie Poinsot](#)

- [#MeToo: l'affaire des sœurs Khatchatourian réveille les consciences russes](#) Par Julian Colling
- [Avec le premier roman de Marin Fouqué, le 77 est dans la place](#) Par Lise Wajeman
- [Urgences à l'hôpital: le nombre de services en grève a doublé depuis le début de l'été](#) Par Rouguyata Sall
- [Le «Tous contre Netanyahu» des élections israéliennes peine à surmonter le blocage](#) Par Thomas Cantaloube
- [A Montpellier, Pôle emploi condamné à verser 47 000 euros à un intermittent du spectacle](#) Par Cécile Hautefeuille (Le D'oc)